Document generated on 04/24/2024 2:08 a.m.

Études internationales

L'Union soviétique et le Tiers-Monde sous Gorbatchev

Leszek Buszynski

Volume 21, Number 3, 1990

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702706ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702706ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Buszynski, L. (1990). L'Union soviétique et le Tiers-Monde sous Gorbatchev. *Études internationales*, *21*(3), 597–608. https://doi.org/10.7202/702706ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LIVRES

1. Étude bibliographique

L'Union soviétique et le Tiers-Monde sous Gorbatchev*

Leszek BUSZYNSKI**

Qui aurait cru, en 1986, que l'Union soviétique se retirerait de l'Afghanistan en 1989? Qui aurait cru qu'elle relâcherait l'emprise qu'elle avait sur l'Europe de l'Est, laissant les partis communistes de ces pays devenir les victimes d'un véritable processus de changement politique, que ce soit en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie? Le rythme des changements apportés au cours des trois dernières années par les Soviétiques à leur politique en matière de sécurité et d'affaires étrangères a surpris la plupart des observateurs; par voie de conséquence, les idées reçues à propos de l'attitude des Soviétiques sont désormais dépassées. La rapidité de ces changements montre à quel point il est difficile d'interpréter les événements avec le régime Gorbatchev au pouvoir, étant donné que la société soviétique traverse une période de transformations à retardement. En fait, les réactions face à Gorbatchev dont font état les ouvrages occidentaux de science politique sont étonnantes, parce qu'on persiste à voir dans l'Union soviétique un État expansionniste marxiste-léniniste, tout en se méfiant des apparences qui, dans ce pays, peuvent s'avérer trompeuses la plupart du temps.

I – La nouvelle pensée politique et la politique étrangère soviétique

Depuis 1986 et l'initiative de Vladivostok de Gorbatchev, on en sait plus sur la « nouvelle pensée politique » et sur l'influence qu'elle a eue sur la politique soviétique

* CAMPBELL, Kurt M. and MACFARLANE, Neil S. (Ed.). *Gorbachev's Third World Dilemmas*. New York, Routledge, Chapman and Hall, 1989, 286p.

KOLODZIEJ, Edward A. and KANET, Roger E. (Ed.). *The Limits of Soviets Power in the Developing World*. Baltimore (MD), The Johns Hopkins University Press, 1989, 551p.

SAIVETZ, Carol R. *The Soviet Union and the Gulf in the 1980s*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1989, 151p.

SCHULZ, Brigitte H. and HANSEN, William W. (Ed.). *The Soviet Bloc and the Third World: The Political Economy of East-South Relations*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe », 1989, 256p.

** *Chercheur senior au Strategic and Defence Studies Centre, The Research School of Pacific Studies, The Australian University, Canberra.*

à l'égard du Tiers-Monde. En particulier, le marxisme-léninisme a cessé à la fois d'être le dogme du parti en ce qui concerne les interventions de politique étrangère et le prisme à travers lequel l'Union soviétique percevait le monde extérieur. Alors que l'idéologie marxiste-léniniste prônait à tout prix une analyse des événements basée sur un système de classes et décrivait le monde occidental comme un milieu hostile et bourgeois, la doctrine de cette « nouvelle pensée politique » insiste sur l'importance de la coopération avec l'Occident. Le concept de classe en tant qu'instrument d'analyse qu'on retrouvait à la fois dans la conviction populaire et dans les doctrines officielles a cédé la place à la notion d'intérêt de l'humanité, catégorie plus large qui a englobé le marxisme-léninisme afin de permettre à l'Union soviétique de conclure avec les États-Unis des accords sur le contrôle de l'armement et d'élargir ses relations commerciales avec l'Occident et le Japon; et pour cela, des fondements légaux et non idéologiques étaient nécessaires. Les politiques à l'égard du Tiers-Monde ont dû être adaptées à ce que le gouvernement Gorbatchev appelle la « déidéologisation » des relations internationales.

Ce gouvernement a encouragé le règlement politique des conflits régionaux survenant dans le Tiers-Monde, reconnaissant que les efforts expansionnistes qu'il avait déployés par le passé avaient aggravé ses relations avec l'Occident et avec la Chine. Le recours à un règlement politique est un moyen pour l'Union soviétique de désamorcer des conflits dans des pays tels que l'Afghanistan, le Cambodge ou le Nicaragua sans pour autant menacer les intérêts de ses alliés. En outre, les Soviétiques ont cessé de considérer globalement le Tiers-Monde comme un terrain de concurrence où socialisme et capitalisme essaient de se faire une place. Cette attitude explique les efforts interventionnistes qu'ils ont mis en oeuvre dans les pays qui connaissent des mouvements nationalistes de libération, pays qu'ils soutiennent sur la voie d'un développement non capitaliste. Cette démarche, qu'on peut qualifier d'« orientation socialiste », et qui a été appliquée avec tant d'assurance aux problèmes complexes du Tiers-Monde sous Khrouchtchev et Brejnev, est vivement critiquée depuis l'arrivée de Gorbatchev et on la juge insatisfaisante.

La confiance avec laquelle les Soviétiques envisageaient l'évolution politique du Tiers-Monde a été mise à rude épreuve vers la fin de l'ère Brejnev, au moment où les événements se sont avérés différents des prédictions qu'ils avaient faites et où l'Union soviétique s'est trouvée mêlée à des conflits régionaux. Avec Gorbatchev, cette confiance a disparu, ce qui a désorienté bon nombre d'idéologues issus des instituts soviétiques spécialisés; en effet, les modèles théoriques qu'ils avaient établis à propos de l'évolution politique du Tiers-Monde se sont révélés sans fondement. Ils ne peuvent expliquer l'apparition de pays nouvellement industrialisés (PNI) tels que la Corée du Sud, Taïwan, Singapour mais également la Thaïlande et la Malaisie; tous ces pays sont sur la voie d'un développement capitaliste et leur taux de croissance économique établit précisément un contraste avec le déclin économique de l'Union soviétique. Il est clair que le pragmatisme économique dont fait preuve l'Union soviétique pour expliquer l'apparition de ces PNI donne une idée des orientations de sa propre politique à l'égard du Tiers-Monde.

En fait, avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, le public a eu connaissance de ce que les doctrines et l'idéologie du passé avaient de faux. Il sait désormais que ce que la

plupart des gens cultivés en Union soviétique considéraient comme une insupportable propension au mensonge de la doctrine idéologique n'était qu'une façon détournée de rendre compte d'une période violente de l'histoire soviétique. L'Union soviétique ne reviendra pas à une doctrine marxiste-léniniste, qui s'est vue remise en question, voire même discréditée, en tant qu'héritage répressif de l'ère stalinienne. De la même façon, lorsque les Occidentaux croient que, derrière les apparences de la politique soviétique, les raisons qui poussent ce pays à développer sa politique étrangère demeurent inchangées, ou encore qu'il est possible d'infléchir tout simplement les changements survenus avec l'arrivée de Gorbatchev, leurs doutes n'ont aucun fondement. Le fait que le régime Gorbatchev renonce à une certaine idéologie a éclipsé ce qui, sous le régime Brejnev, constituait la raison d'être de la politique d'influence dans le Tiers-Monde. La politique étrangère soviétique n'est plus le reflet d'un pouvoir expansionniste et révisionniste et l'URSS sait qu'elle dispose de tous les atouts d'une grande puissance et qu'ils sont susceptibles de faciliter la coopération et une gestion commune des problèmes dans les zones de conflit.

Les changements intervenus avec le régime Gorbatchev dans la politique soviétique à l'égard du Tiers-Monde reflètent ce passage d'un pouvoir expansionniste et révisionniste, qui s'appuyait fortement sur la puissance militaire, à une situation de *statu quo* où l'on a recours à la politique et aux négociations pour sauvegarder ses intérêts. Ce qui est difficile pour l'Union soviétique de Gorbatchev dans cette démarche, c'est d'éviter de s'engager aveuglément dans toutes les régions du Tiers-Monde acquises à son influence grâce à la politique expansionniste de Brejnev. Depuis cette période, ces régions ont subi de fortes pressions et risquent de mêler l'Union soviétique à des conflits apparemment interminables. Ainsi les Soviétiques en sont-ils venus à établir une distinction entre les zones secondaires, telles que l'Afrique australe et l'Amérique Centrale, où un désengagement peut être envisagé, et les zones considérées comme importantes, voire vitales à leurs yeux, telles que l'Afghanistan et le Golfe Persique, où ils continuent d'exercer leur rôle de grande puissance, comptant d'ailleurs demeurer sur l'échiquier politique avec les autres grandes puissances. Cependant, Gorbatchev fait face à un problème: il lui faut se retirer de ces zones de second plan sans altérer la crédibilité de son pays en tant que grande puissance, ce qui pourrait l'empêcher d'intervenir dans des régions qui revêtent une importance cruciale pour sa sécurité. Gorbatchev se doit d'asseoir cette crédibilité à travers les conflits régionaux, et cela exige que l'URSS et les États-Unis gardent tous deux leurs distances, afin d'éviter la possibilité d'une capitulation soviétique. De telles exigences freinent le processus de désengagement et dans certains cas, elles risquent de prolonger les conflits. L'importance des accords internationaux, des Nations Unies et de tout ce qui, dans la « nouvelle pensée politique », explique comment on peut faciliter cette modification du rôle de l'Union soviétique, prend toute sa force dans un tel contexte.

II – Un Thermidor stratégique

Récemment ont été publiés quatre ouvrages qui illustrent les différentes facettes de la politique gorbatchévienne à l'égard du Tiers-Monde. Le problème principal est

que la plupart des écrits qui traitent de ce sujet sont aujourd'hui dépassés (il s'agit des livres qui, avant l'ère Gorbatchev, ont commencé à s'intéresser à ces politiques à évolution rapide); paradoxalement, cela a fait naître chez certains lecteurs et auteurs un sentiment de nostalgie par rapport aux certitudes que l'ère Brejnev avait fait naître. Le premier ouvrage a été édité par Edward A. Kolodziej et Roger E. Kanet et s'intitule *The Limits of Soviet Power in the Developing World.* Il rend compte d'une série de 16 communications présentées lors d'un congrès qui a eu lieu du 25 au 27 septembre 1986, avec le soutien financier du ministère américain de la Défense. De nombreux jugements et points de vue exprimés dans ce volume appartiennent désormais au passé, s'appliquant plus à l'ère Brejnev qu'à l'ère Gorbatchev. De telles constatations étaient pertinentes en 1986, lorsqu'on ne saisissait pas parfaitement les objectifs de Gorbatchev et que l'on était tenté de considérer ses initiatives comme une nouvelle forme de *maskirova* ou de camouflage, ce dont les Russes sont spécialistes. Beaucoup de choses se sont passées durant les quatre années qui ont suivi ce congrès, ce qui devrait rappeler aux organisateurs de tels événements, à quel point il est dangereux d'imprimer trop vite les propos relatifs à un sujet aussi changeant que l'Union soviétique de Gorbatchev.

D'après Edward Kolodziej, l'Union soviétique aspire à un « Thermidor stratégique », c'est-à-dire un répit qui passerait par une concurrence moins forte et un retrait décidés en accord avec les Occidentaux, attitude qui devrait trancher avec la politique de détente. Il se peut fort que ce « Thermidor stratégique » fasse progresser le pouvoir soviétique, et alimente les efforts qu'il déploie sur le plan diplomatique pour diviser l'Occident (p. 440). D'après Kolodziej, la *perestroïka* est une tentative de rajeunissement du pouvoir soviétique, qui maintient cependant un esprit de concurrence vis-à-vis de l'Occident, et continuera de ce fait à s'opposer aux pays occidentaux dans le but de façonner un monde correspondant à ses orientations idéologiques (p. 4). Aujourd'hui, il apparaît plus clairement que cette tentative de rajeunissement de l'Union soviétique va provoquer des changements dans ce pays et engendrera de nouveaux comportements en matière de politique étrangère, domaine où les orientations idéologiques des Soviétiques appartiennent pour une large part au passé.

Roger Kanet fait preuve du même scepticisme face à la politique de Gorbatchev envers le Tiers-Monde; d'après lui, les dirigeants qui ont succédé à Brejnev ont perpétué les politiques mises sur pied à son époque (p. 57). Il décrit également que la politique menée par Gorbatchev va au-delà d'un simple changement de tactique; mais il semble faire preuve d'une relative incertitude, puisqu'il lui est impossible de dire si les objectifs de cette politique étrangère ont changé et jusqu'à quel point. Pourtant, l'approche de Kanet, dont on peut dire qu'elle reste prudente, laisse au moins entrevoir la possibilité d'un changement dans la politique soviétique à l'égard du Tiers-Monde.

Les autres articles de l'ouvrage traitent de la politique soviétique à l'égard de régions bien précises, et on pourrait les regrouper en deux catégories, semblables à celles décrites plus haut. Certains des articles parlent d'une continuité par rapport à l'ère Brejnev, soit parce que la proximité des régions et de l'Union soviétique exclut toute possibilité de changement immédiat, soit parce que les auteurs de ces articles n'ont simplement pas cherché à faire la preuve du contraire. D'autres articles font

pourtant état avec pertinence des pressions et des tensions dans les relations entre les Soviétiques et leurs alliés, lesquelles, en tant que conséquences du réajustement, se ressentent dans la politique à l'égard du Tiers-Monde. L'article de Marvin Weinbaum sur la politique soviétique a l'égard de l'Afghanistan montre comment on peut échafauder des hypothèses en prenant l'ère Brejnev comme point de référence, hypothèses qui auraient eu un sens à l'époque, mais ne conviennent plus à l'ère Gorbatchev. Il a été rédigé avant que ne soient conclus les Accords de Genève d'avril 1988, à un moment où il était assez difficile de croire que les Soviétiques annonceraient un jour leur intention de se retirer d'Afghanistan. D'après Weinbaum, l'Afghanistan était un territoire-pilote pour les responsables soviétiques chargés de mener à bien la modernisation d'un pays en retard, afin de prouver qu'il existe une alternative au modèle occidental de développement. L'Afghanistan constituait également l'occasion pour l'Union soviétique de prouver que la cohabitation est possible entre un régime marxiste et un islam conservateur (p. 249). Cependant, Weinbaum évoque la possibilité d'un retrait soviétique d'Afghanistan, pouvant signifier la volonté des Russes de coopérer avec les Occidentaux en matière de conflits régionaux (p. 252). Mais il omet de faire le lien entre ses idées et une redéfinition de ce que pourrait être cette alternative au modèle occidental de développement, ou encore l'idéologie soviétique en elle-même.

L'article d'Augustus Richard Norton sur la politique soviétique relative au conflit israélo-arabe touche un domaine où l'Union soviétique n'a cessé d'affirmer son rôle de grande puissance, et où ses changements d'orientation politique sont lents à intervenir. Pour justifier son point de vue sur la politique soviétique à l'égard du Moyen-Orient, Norton s'appuie en grande partie sur l'expérience des années Brejnev, évoquant le « code opérationnel » par lequel on expédie des armes aux alliés, évitant ainsi l'affrontement direct avec les États-Unis. La Syrie est présentée comme l'allié le plus important des Soviétiques au Moyen-Orient (p. 240) mais depuis la rédaction de l'article, son statut a quelque peu changé, et on rapporte d'ailleurs que les ventes d'armes soviétiques à ce pays ont diminué et que le régime Gorbatchev se montre très intéressé à établir des relations avec Israël. Dans son article sur la politique soviétique en Asie du Sud-Est, Sheldon Simon s'appuie lui aussi sur les années Brejnev et ne fait pas mention des efforts déployés par Gorbatchev pour améliorer ses relations avec la Chine. Il n'analyse pas les conséquences qui en découlent pour les relations soviéto-vietnamiennes; il n'en parle même pas. La communication de M. Simon comprend des données qui portent sur une période allant jusqu'en 1987, époque où on a commencé à observer des tensions dans les relations entre les deux pays, en grande partie à cause de la façon dont Gorbatchev considérait la Chine.

À la différence des articles décrits plus haut, il en est d'autres qui font état de l'impact qu'ont eu les changements de politique de l'Union soviétique à l'égard du Tiers-Monde sur les relations privilégiées qu'elle entretenait avec les pays alliés de ces régions. L'article de W. Raymond Duncan sur les relations soviéto-cubaines se révèle utile et instructif à bien des égards. Il démontre qu'on ne peut pas toujours considérer les relations entre les Soviétiques et leurs alliés du Tiers-Monde selon un axe protecteur-protégé, en vertu duquel le protecteur exerce un contrôle sur son protégé et décide de ses faits et gestes à l'avance. Pour décrire l'intervention soviéto-cubaine en Angola, Duncan utilise l'expression « intervention de coopération » et

donne des exemples détaillés de l'influence qu'a eue Cuba sur l'Union soviétique, en la poussant à intervenir en Amérique Centrale pour soutenir les Sandinistes et en Afrique australe pour appuyer le MPLA (p. 77). Duncan fait remarquer que les relations soviéto-cubaines connaissent quelques tensions depuis l'accession au pouvoir de Gorbatchev, ainsi qu'en témoigne l'intention du dirigeant soviétique de privilégier ses relations avec l'Occident au détriment du Tiers-Monde. Ces tensions se sont bien entendu amplifiées depuis l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est, au point que Cuba est devenu plutôt embarrassant pour Gorbatchev. Dans son article sur l'attitude soviétique vis-à-vis des Caraïbes, Howard J. Wiarda étudie le concept de « double dépendance », en vertu duquel les Cubains eux-mêmes sont devenus les protecteurs des mouvements révolutionnaires de La Grenade et du Nicaragua, ce qui a permis à l'Union soviétique de ne pas s'impliquer directement en Amérique Centrale. À cet égard, on peut considérer que Cuba a influencé les priorités de politique étrangère des Soviétiques dans les Caraïbes.

Dans le même ordre d'idées, Stephen Cohen observe avec justesse, dans son article sur les relations entre l'Union sovétique et l'Asie du Sud-Est, l'apparition d'un conflit du fait que Gorbatchev souhaitait améliorer les relations de son pays avec la Chine et avec l'Inde. Cohen prévoit un déclin de l'influence soviétique à la fois sur le plan politique, économique et idéologique qui résulterait de cette situation (p. 201) et un risque d'« isolement stratégique » pour l'Inde (p. 222). Pour étayer son hypothèse il se fonde sur l'alignement de l'Inde avec l'Union soviétique, amorcé durant les années où Indira Gandhi était au pouvoir, et sur les conséquences qu'il a eu: isolement par rapport aux États-Unis (au profit de l'Afghanistan et des régions de l'océan Indien) et conflit l'opposant à la Chine (à propos de la frontière sino-indienne et du Cambodge). L'Inde a fait des efforts pour améliorer ses relations avec les États-Unis et essayé de faire appel à divers fournisseurs d'armements, mais son ambition de devenir une grande puissance dans l'océan Indien pourrait entraver tout effort visant à réduire le fossé qui la sépare des États-Unis. L'article de John Seller sur l'Afrique australe illustre de quelle façon l'intérêt soviétique pour un règlement des conflits régionaux dans le Tiers-Monde s'est intensifié lorsque l'Administration Reagan a décidé d'aider indirectement l'UNITA par l'intermédiaire du Zaïre (pp. 372-374). Cela a eu pour conséquence d'aggraver les problèmes que connaissent les Soviétiques en Angola, étant donné qu'un soutien accru au MPLA aurait enlisé plus encore l'Union soviétique dans un autre conflit régional, à un moment des plus inopportuns. D'après Seller, Gorbatchev considérait qu'une victoire de l'UNITA en Angola aurait entraîné l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement soutenu par l'Afrique du Sud, avec les conséquences qui en découlent pour les relations diplomatiques soviéto-africaines. Les Soviétiques ont réagi en évaluant la situation en vue d'une solution négociée, laquelle a vu le jour grâce au *New York Agreement* de décembre 1988; en vertu de cet accord, les troupes cubaines devaient se retirer d'Angola ainsi que les forces sud-africaines de Namibie. L'article de Seller insiste sur le fait que l'équipe dirigeante de Gorbatchev cherche à éviter une situation d'échec dans les conflits régionaux du Tiers-Monde en adoptant une autre tactique et en considérant la perspective d'un règlement de nature politique comme l'objet premier de la politique soviétique au Tiers-Monde. Une telle opinion aurait pu apparaître ailleurs dans le livre comme point de départ d'une étude de la politique soviétique vis-à-vis d'autres conflits régionaux – y compris l'Afghanistan et le Cambodge.

Il convient de faire une mention particulière de l'article de Thomas Robinson portant sur l'Union soviétique et l'Asie du Sud-Est, puisqu'il est d'une certaine manière hors contexte dans cet ouvrage sur le Tiers-Monde. La façon dont Robinson perçoit les relations soviéto-japonaises, qui ont peu évolué, est juste et pleine de bon sens, et dans ce domaine, on observe une continuité par rapport à l'ère Brejnev, en dépit des intentions de Gorbatchev. On pourrait par contre discuter certaines constatations d'ordre plus général sur les objectifs poursuivis par les Soviétiques et ce qui les motive. À la page 172, il écrit que l'intérêt que manifestent les Soviétiques pour l'Asie Orientale est fonction de l'ordre qui règne à l'intérieur de leurs frontières, et la situation « demeure en grande partie inchangée ». À la page 176, il écrit que l'Asie Orientale ne revêt pas une « énorme importance » sur le plan économique pour l'Union soviétique et à la page 177, il prétend que les Soviétiques cherchent notamment à encourager les mouvements révolutionnaires d'inspiration marxiste dans cette région du monde. Néanmoins, malgré de tels anachronismes, Robinson dresse vraiment un tableau d'ensemble qui devrait intéresser les étudiants et les spécialistes de la stratégie à grande échelle, en particulier au sein du gouvernement américain. Aux pages 173 et 174, il persiste à affirmer que l'idée d'un triangle stratégique comprenant les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine est une fausse piste, au sens où elle n'inclut pas le Japon et l'Europe Occidentale dans un système à plusieurs pôles. Il est certain que toute approche stratégique contemporaine qui ne tient pas compte de la puissance économique du Japon est défaillante.

III – Vers un contrôle de la crise

Le second ouvrage a été édité par Kurt M. Campbell et S. Neil Macfarlane et s'intitule *Gorbachev's Third World Dilemmas*. Les articles qu'il contient ont été eux aussi rédigés à partir des communications présentées à un congrès commandité par l'*Avoidance of Nuclear War Project*, et qui s'est tenu en février 1986. Ces communications ont été révisées aux fins de publication et comprenaient des données allant jusqu'à 1988; ainsi les différents intervenants ont-ils disposé de plus de temps pour analyser l'évolution de la politique menée par l'Union soviétique de Gorbatchev. En tout cas, contrairement au premier ouvrage, on a rédigé les communications de ce dernier en insistant sur le problème du contrôle de la crise dans la politique soviétique à l'égard du Tiers-Monde; à cet égard, la continuité par rapport à l'ère Brejnev n'est pas commentée d'emblée et elle est même souvent contestée. Si les analyses présentées dans cet ouvrage posent un problème, c'est parce qu'il ne définit pas les difficultés auxquelles est confronté Gorbatchev dans le Tiers-Monde, pas plus que la manière dont elles sont perçues ou dont elles ont évolué, ou encore les mesures qui ont été prises pour en venir à bout. Les facteurs qui poussent Gorbatchev à réviser sa politique à l'égard du Tiers-Monde, ainsi que les forces d'inertie qui nécessitent un respect du *statu quo*, auraient dû faire l'objet d'une étude dans un ouvrage portant un tel titre. Toutefois, il offre un ensemble d'articles sensés, d'ordre général ou plus spécifique, sur les différentes facettes de la politique soviétique à l'égard du Tiers-Monde, dont certaines n'ont fait l'objet d'aucune autre étude à ce jour.

Le livre est divisé assez naturellement en une section thématique (6 articles) et une section consacrée aux régions (3 articles), qui sont complémentaires. Les com-

munications à thème débutent par l'article de Macfarlane sur le concept soviétique de sécurité universelle, tel qu'il avait été exprimé lors du 27ème Congrès du Parti en février 1986. Macfarlane fait remarquer que les Soviétiques ont modifié leur façon d'envisager la gestion et la résolution des situations de crise, s'orientant vers des perspectives occidentales (p. 30) après avoir pris conscience des dangers d'une ingérence dans les conflits du Tiers-Monde. Cet ouvrage aurait été l'occasion de faire une analyse en profondeur des problèmes que rencontrent les Soviétiques en essayant d'amorcer ce virage de la manière dont le décrit Macfarlane plus haut; mais cet article, pourtant prometteur, accorde bien peu de place à Gorbatchev, et c'est surprenant. Macfarlane observe avec prudence qu'une nouvelle aggravation de la situation pourrait survenir, eu égard à cette « opposition résiduelle » au changement qu'on observe en Union soviétique, mais il conclut sur une note plutôt raisonnable: la coopération avec l'Union soviétique à propos des problèmes du Tiers-Monde ne dépend pas du maintien de Gorbatchev au pouvoir. L'article de Mark Katz sur l'évolution qu'a connue la doctrine Brejnev depuis l'arrivée de Gorbatchev est dépassé, compte tenu des événements. Des remarques telles que celle de la page 57 (selon laquelle l'Union soviétique considère toujours que les régimes marxistes pro-soviétiques d'Europe de l'Est sont vitaux pour sa sécurité) auraient été considérées comme tout à fait fondées en 1988; qui aurait pu prévoir, en effet, qu'il en serait autrement? À cette même page, on lit qu'il n'y a aucune raison de croire que Gorbatchev refuserait d'assumer la responsabilité de mesures draconiennes destinées à mettre fin à un soulèvement dans tout pays membre du Pacte de Varsovie; cette affirmation montre à quel point les choses ont changé, et avec quelle rapidité. Les spécialistes de politique, ancrés dans le schéma prévisible de l'attitude soviétique tel qu'il existait avant Gorbatchev, doivent péniblement revoir leurs analyses, en particulier en ce qui concerne l'Europe de l'Est.

Le contenu du chapitre assez complet que consacre Mark Kramer aux livraisons d'armes soviétiques au Tiers-Monde n'a pas souffert de ces événements incroyables qui ont fait que la plupart des études sur l'Europe de l'Est étaient dépassées. Kramer indique que les ventes d'armes représentent 25 à 30 % des gains en devises fortes de l'Union soviétique et que la diminution des revenus du pétrole pourrait obliger les dirigeants soviétiques à continuer de miser sur la vente d'armes (p. 103). Néanmoins, Kramer fait preuve de réalisme lorsqu'il écrit que, dans l'élaboration de sa politique à l'égard du Tiers-Monde, Gorbatchev accordera une plus grande importance aux avantages politiques résultant des négociations à propos des conflits régionaux qu'aux avantages purement économiques des ventes d'armes. Le chapitre consacré par Eugene Rumer à la vision qu'ont du Tiers-Monde les responsables militaires soviétiques est utile pour ceux qui, à l'Ouest, se montrent alarmistes, omettant de prendre en considération le rôle opérationnel des forces soviétiques, que ce soit en Europe ou dans les régions d'Asie bordant le Pacifique. D'après Rumer, les militaires soviétiques ne témoignent pas un intérêt particulier pour les missions dans le Tiers-Monde, et celles qu'ils confient avant tout à leur marine et à leur armée de l'air demeurent de nature continentale (pp. 126-128). Il fait remarquer que la presse militaire soviétique ne fait aucune mention des conflits armés de faible importance ou des projets d'intervention dans certaines régions du Tiers-Monde. Pourtant, une certaine analyse du potentiel des Soviétiques compléterait l'étude de leur point de vue dans ce domaine, analyse qui incluerait le rôle des marins soviétiques affectés à la flotte du Pacifique.

Mitchell Reiss s'intéresse aux préoccupations soviétiques relatives à la prolifération des armes nucléaires dans le Tiers-Monde, et aux problèmes que posent les pays qui commencent à y avoir accès, comme l'Inde, le Brésil, l'Argentine ainsi qu'Israël et l'Afrique du Sud. C'est un des domaines vitaux de la coopération entre les États-Unis et l'Union soviétique. L'article de Bruce Allyn sur la politique menée par les Soviétiques et sur les régimes qui cherchent à prévenir les situations de crise dans le Tiers-Monde est malheureusement dépassé, puisque ses données s'arrêtent en 1986. Allyn étudie cependant le rôle des institutions spécialisées soviétiques (l'IMEMO, Institut d'économie internationale et de relations internationales, et l'Iskan, Institut des États-Unis et du Canada), qui, en 1983-84, se sont livrées à des études qui préconisaient un mécanisme dissociant les conflits régionaux du clivage américano-soviétique (p. 161). Gorbatchev et son équipe dirigeante se sont inspirés d'idées qui avaient été formulées à l'époque de Brejnev par les institutions spécialisées aussi bien que par des intellectuels dissidents et des personnalités politiques; ils se sont bel et bien affirmés comme les représentants des forces sociales qui réclamaient le changement, changement qu'ils ne se contentent pas d'imposer « par le haut », contrairement à ce que l'on décrit souvent à l'Ouest.

Trois articles consacrés aux régions constituent la suite de cet ouvrage illustrant la réserve des Soviétiques face aux conflits du Tiers-Monde. S. Neil Macfarlane étudie la politique soviétique à l'égard du Bassin des Caraïbes et fait remarquer que l'Union soviétique, autrefois activiste, déteste désormais prendre des risques et cherche à se consolider (p. 201), bien qu'en 1985, elle ait témoigné un certain intérêt pour l'Amérique Centrale en soutenant les Sandinistes (p. 192). Macfarlane pense que la volonté d'Ortega de négocier est peut-être une conséquence des pressions qu'avait exercées Gorbatchev sur lui après sa visite à Moscou (p. 200). Il est vrai que les Sandinistes ont subi des pressions notables de la part des Soviétiques, qui les poussaient à rechercher avec l'opposition une solution politique qui a du reste permis sa participation aux récentes élections au Nicaragua (le 25 février 1990). Dans son article sur la politique soviétique à l'égard de l'Angola et du Mozambique, Kurt Campbell examine l'impact de la doctrine reaganienne – mise en place en 1985 – sur l'Union soviétique. Appliquant cette doctrine, le Congrès a approuvé l'aide militaire aux Mujahidin, aux Contras et à l'UNITA en Angola, ce qui a eu pour conséquence de pousser encore plus les Soviétiques dans la recherche d'un règlement négocié du problème sud-africain (pp. 227-228). Cette évolution des choses a accéléré le processus de désengagement en Afrique, et mis en évidence la nécessité de distinguer dans la politique soviétique les zones vitales des zones secondaires. L'article de Robert Litwak s'intéresse à une région de la première importance pour l'Union soviétique, puisqu'il décrit la politique menée en Afghanistan. Comme l'indique Litwak, dans ce cas précis, on ne peut pas parler de retrait ou de désengagement, et il est persuadé que l'échec de l'Union soviétique en Afghanistan ne remet pas en question pour elle l'utilisation de la force dans cette région. En effet, les livraisons d'armes au régime de M. Najib, qui se sont intensifiées après la tentative de coup d'État de décembre 1989, montrent que l'Union soviétique a recours à des stratagèmes politiques moins provocateurs dans les zones qui lui sont vitales. Ce dont cette partie de l'ouvrage ne fait pas mention, c'est la position soviétique à l'égard du problème cambodgien et à cause de cela, l'ouvrage de Macfarlane et Campbell, pourtant enrichissant, s'avère malheureusement incomplet.

IV – Les relations entre l'Est et le Sud

Le troisième ouvrage édité par Brigitte H. Schulz et William W. Hansen, s'intitule *The Soviet Bloc and the Third World: The Political Economy of East-South Relations*. Il contient des articles que l'on doit à des spécialistes aussi bien originaires d'Europe de l'Est que d'Europe Occidentale ou des États-Unis, sur un thème qui a rarement été traité de façon correcte par le passé. S'il avait été publié plus tôt, ce livre aurait apporté sa contribution, tant sur le plan informatif que scientifique, aux ouvrages de référence d'économie politique consacrés aux relations entre pays socialistes et pays du Tiers-Monde. Il a malheureusement été rapidement dépassé du fait des changements extraordinaires survenus en Europe de l'Est. Dans quel sens, en effet, peut-on utiliser le terme « bloc soviétique » aujourd'hui? Il semble qu'il ne convienne pas vraiment aux relations qu'entretiennent actuellement ces pays, pas plus qu'à leurs nouvelles orientations; ainsi, comme de nombreux autres termes s'appliquant à l'Union soviétique dans le passé, il va rejoindre au rebut toute cette terminologie dépassée qui est de plus en plus nombreuse. Les spécialistes les plus compétents, qui ont accumulé un nombre incroyable de notes relatives aux affaires touchant le « bloc soviétique », ainsi que les étudiants qui se sont lancés avec enthousiasme dans des travaux de doctorat sur le Comecon ou le communisme en Europe vont voir leurs efforts « passer à l'histoire » lorsqu'ils devront chercher de nouvelles appellations et de nouveaux modèles théoriques pour illustrer l'apparition de ces nouveaux systèmes. Il demeure que cet ouvrage possède aujourd'hui une valeur historique pour ceux qui désireraient savoir ce qu'étaient les relations entre l'Europe de l'Est et le Sud avant la vague de changements.

Par exemple, William Hansen a observé que l'Europe de l'Est est en passe de s'intégrer dans le système capitaliste du marché du travail et qu'elle peut de plein droit participer au fonctionnement du système économique international (p. 3). Ainsi les États d'Europe de l'Est ne proposent-ils pas au Sud un modèle de développement différent, pas plus qu'ils ne cherchent à provoquer des changements révolutionnaires dans le Tiers-Monde. Brigitte Schulz s'intéresse à l'attitude de l'Allemagne de l'Est vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne, concluant que ses relations commerciales avec cette partie du monde correspondent au modèle des relations Nord-Sud. C'est pourquoi les relations Est-Sud ont un caractère aussi « exploiteur » que les relations Nord-Sud. En outre, l'aide des pays socialistes au Tiers-Monde a eu un impact négatif sur leur propre économie, étant donné qu'ils ont mis l'accent sur une infrastructure militaire coûteuse, inefficace et improductive (p. 230). Parmi les autres articles se trouve celui de Peter Schulz, qui s'est intéressé aux transformations dans les pays socialistes et à la politique étrangère soviétique durant l'ère Gorbatchev et remarque avec justesse que l'Union soviétique s'est servie des accords internationaux pour désamorcer les conflits du Tiers-Monde (p. 72); l'Allemand de l'Est Helmut Faulweiter a apporté sa contribution en consacrant un chapitre à la conception qu'ont les pays socialistes du nouvel ordre international, ce que Kunnibert Raffer a effectivement critiqué, mais qui appartient désormais au passé. Parmi ces vestiges du passé, on compte également les observations de Winrich Kühne, d'après qui l'Union soviétique n'est pas près de renoncer à sa doctrine d'une expansion mondiale de nature révolutionnaire (p. 194). Néanmoins, l'analyse que fait Kühne de la façon mitigée dont Moscou a traité le FRELIMO au Mozambique, qui a conduit le 6ème Congrès de cette organisation à

rechercher de l'aide ailleurs (pp. 182-184), peut difficilement appuyer la conclusion qu'il établit, conclusion qui paraît déplacée dans un article par ailleurs globalement informatif.

Le chapitre que Robin Remington consacre à la Roumanie a malheureusement lui aussi été victime de cette imprévisibilité des choses qui hante observateurs et spécialistes des affaires internationales. Remington considère que la Roumanie de Ceaucescu est à la frontière de l'Est et du Sud, et il note que la politique de l'ex-dictateur fonctionnait à perte vis-à-vis du Sud parce qu'il cherchait à conserver un avantage politique. La politique diplomatique de Ceaucescu à l'égard du Sud était importante non seulement pour flatter son ego démesuré, mais également parce qu'il essayait de marchander avec Moscou pour obtenir une plus grande liberté de manoeuvre sur le plan diplomatique. Le fait que Remington soit d'accord pour « ne pas faire une croix trop vite sur Nicolae Ceaucescu » (p. 209) nous rappelle à quel point il est risqué pour les spécialistes de faire des prédictions. Les observations les plus justes de cet ouvrage se trouvent sans doute dans l'article d'Istvan Dobozi sur les relations économiques Est-Sud. Ce spécialiste hongrois observe que les pays du Comecon perdent progressivement l'avance technologique qu'ils avaient acquise par le passé sur les PNI. Il prévoit une concurrence entre l'Est et le Sud au niveau des transferts de technologie, de marchés et de crédits occidentaux (p. 132); et c'est précisément ce qui s'est produit depuis avec tous les changements qu'a connus l'Europe de l'Est. Il réalise que les PNI du Tiers-Monde, en particulier la Corée du Sud et Singapour, ont supplanté les économies de ce que l'on qualifiait de « deuxième monde » (Second World), et cela doit nous faire réfléchir sur la façon qu'ont les spécialistes d'établir des classifications suivant des modèles qui ont fait leur temps.

V – La région du Golfe

Le quatrième ouvrage, que l'on doit à Carol R. Saivetz, s'intitule *The Soviet Union and the Gulf in the 1980s*. Il est différent des ouvrages commentés ci-dessus sur au moins deux points: c'est non seulement une monographie, mais il traite aussi d'un aspect de la politique soviétique qui ne laissait pas entrevoir de changement radical. Contrairement à l'Afrique australe ou à l'Amérique Centrale, la région du Golfe, à l'image de l'Afghanistan, pose à l'Union soviétique des problèmes de politique intérieure, dans la mesure où les événements dans ces régions sont susceptibles d'affecter les républiques soviétiques musulmanes. La proximité du Golfe ne permet pas à l'Union soviétique un simple désengagement, et le fait qu'elle se préoccupe de la progression de l'intégrisme islamique la pousse à continuer de s'engager dans ces régions. Ainsi peut-on s'attendre à ce que l'Union soviétique agisse dans le Golfe en tant que grande puissance de façon traditionnelle, en définissant clairement ses intérêts et en exigeant d'être partie prenante aux négociations relatives à cette région. Lorsqu'il s'agit de déterminer les intérêts soviétiques, on peut s'attendre à une plus grande continuité avec l'ère Brejnev, mais la « nouvelle pensée politique » de Gorbatchev a au moins fait disparaître la dimension idéologique de sa politique étrangère. Saivetz fait remarquer que l'Union soviétique de Brejnev, aussi bien que celle de Gorbatchev, a essayé de restaurer le *statu quo ante*, qui revenait à prévenir

autant une victoire de l'Iran qu'une victoire de l'Irak. Les buts à atteindre sont peut-être demeurés les mêmes, mais les modifications apportées à la politique étrangère prévoient notamment la reconnaissance du *Golf Cooperation Council* (GCC) (p. 83), qui était considéré auparavant comme un outil de l'impérialisme. De plus, l'Union soviétique de Gorbatchev a élargi ses relations avec les États du Golfe en établissant des relations diplomatiques avec le Sultanat d'Oman en 1985 et le Qatar en 1988 (p. 94).

D'après Savietz, le changement le plus significatif intervenu dans la politique soviétique à l'égard du Golfe est la reconnaissance du rôle des Nations Unies en juillet 1987, lorsque les Soviétiques ont adopté la résolution 598 du Conseil de sécurité (UNSC), qui en appelait à un cessez-le-feu dans le Golfe (pp. 94-95). Il est vrai que le fait que les Soviétiques soutiennent le rôle des Nations Unies pour le règlement de ce conflit est en accord avec l'une des caractéristiques principales de la « nouvelle pensée politique » telle qu'elle est appliquée à d'autres conflits régionaux. Ce qui fait la force de ce livre, c'est qu'il rend compte de façon utile et concise des interventions diplomatiques de l'Union soviétique dans les régions du Golfe; mais il y a un certain déséquilibre entre l'excellent chapitre consacré à la vision qu'ont les Soviétiques de l'Islam et les chapitres suivants, qui se contentent de décrire leurs interventions diplomatiques. Par exemple, aux pages 86 et 87, on a inclus des graphiques destinés à illustrer les rapports entre les Soviétiques et les États du Golfe de 1984 à 1987, et la valeur de tous ces graphiques est discutable. Le chapitre consacré à la vision qu'ont les Soviétiques de l'Islam est bien documenté et il contient de solides références à la langue russe; il est dommage que l'on n'ait pas analysé de façon aussi approfondie les intérêts des Soviétiques dans le Golfe sur le plan stratégique. [*Traduit de l'anglais*]